

Décryptage d'un discours anti-sioniste. (3/3)

Par Jean-Daniel Chevalier et Liliane Messika © Primo-Europe

Pierre Stambul, Président de l'UJFP (Union des Juifs français pour la paix) a écrit un texte intitulé « Sionisme et antisémitisme » qui figure sur le site de son association, dans lequel il développe un grand nombre de poncifs anti-sionistes fondés sur un mépris absolu de l'histoire en général et des faits et chiffres en particulier.

Exemples, suite et fin:

« Le sionisme a entrepris de transformer radicalement les Juifs. Pour construire l'Israélien nouveau, il a fallu « tuer » le Juif, le cosmopolite, l'universel, le dispersé. Il a fallu se débarrasser de sa culture, de ses valeurs, de sa mémoire, de son histoire. De nombreux traits, de nombreux mythes de la société israélienne sont totalement étrangers à l'histoire juive. Le militarisme bien sûr (Israël est une armée dotée d'un Etat et pas le contraire), l'esprit pionnier (« du désert, nous avons fait un jardin », façon de masquer que la société israélienne s'est surtout développée par un transfert massif d'argent venu d'Occident), l'insensibilité totale à l'autre qui s'oppose radicalement à l'universalisme de la sortie du ghetto. »

M. Stambul regrette visiblement que le Juif malingre et persécuté des pays occidentaux et orientaux ait laissé la place à un paysan musclé capable de se défendre. M. Stambul a des préjugés : si on a des muscles, on ne peut pas avoir de culture. Exit, donc « la culture, les valeurs et l'histoire juives ». Rien que cela !

On pourra faire remarquer à M. Stambul qu'Israël est classé troisième mondial, (derrière les Etats-Unis et la Hollande, largement devant la France) pour le nombre d'universitaires par habitant (24% de diplômés, 12% de doctorats), pour le nombre de brevets déposés par habitant (109 publications scientifiques pour 10.000 habitants) et pour le nombre de livres lus par habitant (2ème mondial), il n'en démordra pas, il vit dans son fantasme. S'il en sortait, il verrait qu'Israël a le pourcentage d'ordinateurs par habitant le plus élevé au monde et qu'il a le taux le plus élevé du monde de scientifiques et de techniciens : 145 pour 10.000 habitants, largement devant les Etats-Unis (85 pour 10.000), le Japon (70 pour 10 000) et l'Allemagne (65 pour 10.000).

Mais cela ne suffira pas à M. Stambul pour pardonner aux Israéliens d'avoir « fait un jardin du désert ». Cela ne prouve pas qu'ils sont industriels, créatifs et amoureux de leur terre, cela prouve seulement qu'ils ont reçu un « transfert massif d'argent venu d'occident ». M. Stambul n'a probablement pas accès aux statistiques de l'ONU qui montrent que l'UNWRA, agence de l'ONU consacrée aux seuls réfugiés palestiniens, a un budget très largement supérieur à celui de tous les autres réfugiés de la planète. A quoi est utilisé ce budget? M. Stambul ne se pose pas la question. Pas plus qu'il ne se demande si, après le départ des Israéliens de Gaza, quand de riches Juifs américains leur rachetèrent 600 serres qui, au lieu d'être démontées et transportées en Israël devaient servir de point de départ à une agriculture palestinienne moderne, si cela ne représente pas "un transfert massif d'argent venu d'occident". Non, M. Stambul ne dit rien, il détourne le regard. Et quand ces 600 serres sont vandalisées et entièrement détruites par les Palestiniens le lendemain du départ des Israéliens, où regarde-t-il, M. Stambul ? Il regarde avec bienveillance les Juifs des pays arabes :

« Pour les Juifs du monde arabe, c'est pire. Là, il n'y a pas d'histoire de persécution. »

En Syrie, de 30.000 en 1948, la population juive était descendue à moins de 200 individus en 2001.

Au Liban les Juifs sont passés de 20.000 en 1948 à une petite centaine au début du XXe siècle. Sous l'administration des Arabes chrétiens, ils jouissaient d'une tolérance relative. Au milieu des années 1950, environ 7.000 d'entre eux vivaient à Beyrouth. En tant que dhimmis, leur situation n'était jamais sûre et la majorité d'entre eux émigra en 1967. La majorité des 1.800 Juifs libanais qui restaient après la guerre civile entre chrétiens et musulmans de 1975-76 émigra en 1976. Au milieu des années 1980, le Hezbollah kidnappa plusieurs Juifs parmi les plus éminents qui restaient à Beyrouth : la plupart étaient des dirigeants de la minuscule communauté juive libanaise. Quatre d'entre eux furent ensuite retrouvés assassinés.

La loi jordanienne n°6 sur la nationalité précise que « quiconque peut acquérir la nationalité jordanienne du moment qu'il n'est pas juif ».

En Egypte, de 75.000 en 1948, le nombre des Juifs était passé à deux cents en 2000. En 1956, le gouvernement égyptien en expulsa environ 25.000 et confisqua leurs biens : le 23 novembre 1956, une proclamation signée du ministre des Affaires Religieuses et diffusée dans toutes les mosquées d'Égypte, déclarait que « tous les juifs sont sionistes et ennemis de l'Etat » et promettait qu'ils seraient tous rapidement expulsés (16). Au moment de la Guerre des six jours, en 1967, les biens du peu qui restait furent confisqués.

En Arabie Saoudite, la notion même de liberté religieuse n'est pas compatible avec la charia : les citoyens saoudiens ont l'obligation d'être des musulmans sunnites. « Ô Dieu, les Juifs ont transgressé toutes les limites de leur tyrannie. Ô Dieu, ébranle le sol sous leurs pieds, fais pleuvoir sur eux la torture, et détruis jusqu'au dernier d'entre eux » déclarait le Sheikh Abd-al-Bari al-Tubayt, le 7 juin 2002, dans son sermon prononcé à la Grande Mosquée de Médine et retransmis à la télévision nationale saoudienne. Ce qui s'inscrivait dans la droite ligne de l'antisémitisme traditionnel, courant dans ce pays sans Juif : « le Talmud déclare que si un Juif ne boit pas chaque année le sang d'un homme non Juif, il sera damné pour l'éternité » s'est permis Marouf Al-Dawalibi, délégué

d'Arabie Saoudite avant la conférence de la Commission des droits de l'homme de l'ONU sur la tolérance religieuse, le 5 décembre 1984 et dans le même esprit, le 6 septembre 2002 : « *L'Europe chrétienne s'est soulevée contre les Juifs quand on apprit que leurs rabbins attiraient habilement les passants isolés dans leurs lieux de culte. Là ils prenaient leur sang pour en faire des aliments consacrés pour leurs fêtes religieuses, suivant leur rituel.* » Dixit le Dr. Mohammed ben S'ad Al Shwey'ir, éditorialiste de Al-Jazirah.

En Irak, dans les années 1950, un Baghdadi sur six était juif. Aujourd'hui il n'en reste évidemment pas un seul.

C'est ce que M. Stambul définit – avec regret – comme une absence d'histoire de persécution. Dans la fantasmagorie *stambulienne*, il faut comprendre que tous ces Juifs ont quitté des paradis culturels pour aller faire suer le burnous dans le désert israélien...

« Le sionisme veut clore l'histoire juive. Il présente la diaspora comme une gigantesque parenthèse. Il proclame la centralité d'Israël. Tous les Juifs sont sommés d'immigrer ou d'aider Israël. Sinon, ce sont des traîtres ayant la haine de soi. La plupart des institutions juives (à commencer en France par le Crif) n'ont qu'une seule fonction : la défense inconditionnelle de la politique du gouvernement israélien, quel qu'il soit. Cette négation du droit à l'existence d'un judaïsme non-sioniste est totalitaire. »

M. Stambul et son groupe de Juifs Pour la Paix en sont la brillante démonstration : M. Stambul est-il condamné par « l'entité sioniste » ? Est-il sommé d'immigrer par le Crif ? Hélas non, il reste à Paris d'où il peut accuser Israël des pires turpitudes avec d'autant plus de succès dans les médias qu'il excipe de sa propre judéité. Mais ne lui en déplaise, l'existence d'un judaïsme non-sioniste est parfaitement reconnue par les institutions juives, il a toute sa place dans le peuple juif, y compris en Israël où l'Etat finance ses écoles.

« La construction du futur Etat [d'Israël] a toujours primé sur toute autre considération. Pendant l'occupation Nazi, la résistance juive a été essentiellement communiste ou bundiste, les sionistes n'y ont joué qu'un rôle marginal. »

Les nazis n'ayant pas occupé la Palestine, on peut supposer que ce sont les Juifs européens auxquels M. Stambul attribue un complet désintéret du sionisme. S'il avait dû résister à l'occupant nazi en 1939-45 en Europe, nul doute que M. Stambul eût en plus trouvé le temps de passer ses soirées à élaborer des traités idéologiques d'antisionisme, voire des motions internationales pour intervenir dans le débat - laissé entre parenthèses par la guerre - sur le futur foyer national juif. La résistance juive en Europe a été moins productive intellectuellement ou politiquement que ne l'aurait été M. Stambul. Et si elle a effectivement compté de nombreux communistes dans ses rangs, les Juifs qui ont créé les kibbutzim en Israël, ces oasis communautaires pour lesquels M. Stambul éprouve tant de mépris, qu'ont-ils fait sinon mettre en pratique un communisme qui n'a jamais dégénéré en dictature (propriété collective des biens de production, à chacun un travail selon ses moyens et à chacun un revenu selon ses besoins) ?

Bon nombre de Juifs ont participé à la résistance en Europe, y compris dans des armées alliées, tout en étant sionistes. Et après la fin de la guerre, ils ont rejoint la Palestine pour lutter pour l'indépendance d'Israël, ce que veut ignorer M. Stambul afin de pouvoir continuer à opposer clairement les méchants juifs sionistes indifférents à la tragédie nazie en Europe et les gentils Juifs non-sionistes, bons résistants et bons communistes.

« Après la guerre et dans les premières années d'Israël, le génocide n'intéressait personne et on opposait l'israélien pionnier défrichant fièrement sa terre au déporté soumis se laissant massacrer. »

Mensonge ou ignorance ? Les dirigeants sionistes ont œuvré pour que les rescapés de la Shoah, abandonnés par les dirigeants européens, aient un avenir, au point même que certains s'inquiétèrent de cette arrivée massive en Israël de personnes « détruites » par la tragédie nazie. Cela n'intéresse pas M. Stambul, car cette aide aux rescapés favorisait l'immigration juive en Palestine, et par conséquent le sionisme.

« Le tournant, c'est le procès et l'exécution d'Eichmann (1960). Plus tard, il y aura Yad Vaschem. Le génocide devient la raison d'être et la justification des politiques israéliennes : « les Arabes veulent nous tuer ou nous jeter à la mer. Si nous ne voulons pas que le génocide se produise à nouveau, nous n'avons pas le choix. » La peur de l'anéantissement et l'instrumentalisation de l'extermination sont soigneusement entretenues. »

Le soir même de la déclaration d'indépendance d'Israël, dans la nuit du 15 mai 1948 les armées de l'Égypte, de la Syrie, du Liban, de la Transjordanie, de l'Arabie Saoudite et de l'Irak attaquèrent l'Etat nouveau-né. Azzam Pacha, secrétaire général de la Ligue Arabe, déclara à la BBC : « *Ce sera une monumentale guerre d'extermination qui restera dans l'histoire comme les massacres des Mongols et les Croisades.* »

En 1967, la violence syrienne avait produit « *au cours des dix premiers jours de mai (...), onze attentats de plus qu'au cours du mois précédent* ». Les Israéliens essayaient d'éviter l'escalade, pensant que « les déclarations suffisamment énergiques suffiraient à ramener les Syriens à la raison. (17) » L'Égypte, alliée de la Syrie depuis le pacte d'assistance militaire qu'elles avaient signé le 4 novembre 1966, mobilisa. Elle exigea et obtint, le 18 mai, le renvoi des casques bleus de la frontière égypto-israélienne.

Le 24 mai, l'Égypte interdit le détroit de Tiran aux navires israéliens ou commerçant avec Israël et tint des propos d'une rare violence contre l'État Juif. Israël devait donc faire face à une coalition regroupant l'Égypte, la Syrie, le Liban, l'Algérie, le Maroc, le Koweït, l'Arabie Saoudite, la Jordanie et l'Irak, qui tous, proposaient d'envoyer des troupes et du matériel militaire sur place (18).

Pendant ce temps, les attaques de fedayin palestiniens se poursuivaient, y compris à partir de la frontière égyptienne (19), qui leur était interdite quelques jours auparavant. L'allié d'Israël, la France présidée par de

Gaulle, l'abandonnait en condamnant par avance toute action militaire (20) qu'il serait contraint de prendre pour se libérer de l'étau noué autour de lui.

La guerre de 1973 fut déclenchée de façon concertée par l'Égypte et la Syrie. Le 6 octobre 1973 était celui du Grand Pardon (Yom Kippour), jour le plus sacré du calendrier juif. Ce jour férié, la très grande majorité des Israéliens est à la synagogue. Les soldats sont donc, exceptionnellement, injoignables et difficiles à mobiliser. C'est cette date que, fort habilement, l'Égypte et la Syrie choisirent pour combiner une attaque surprise contre Israël.

L'équivalent de la totalité des forces de l'OTAN stationnées en Europe fut mobilisé aux frontières d'Israël. Outre l'Égypte et la Syrie, 9 états arabes, dont 4 nations étrangères au Moyen-Orient, prirent une part active à la guerre contre Israël. L'Irak avait pris les devants en transférant en Égypte, quelques mois avant la Guerre de Kippour, une escadrille d'aviation. Pendant les opérations, il déploya au centre du Plateau du Golan une division comprenant 18 000 hommes et plusieurs centaines de chars qui participèrent à l'attaque du 16 octobre contre les positions israéliennes.

Les Migs irakiens opérèrent au-dessus du Golan dès le troisième jour de la guerre (8 octobre 1973). L'Arabie Saoudite et le Koweït, s'ils fournirent surtout un soutien financier, engagèrent aussi des hommes dans la bataille : 3.000 fantassins saoudiens participèrent aux combats aux alentours de Damas. « *Tous les pays devraient faire la guerre aux Sionistes, qui sont ici pour détruire toute organisation humaine, pour détruire la civilisation et tout le travail que les hommes de bien essaient d'accomplir* », déclara le Roi Fayçal d'Arabie Saoudite au Beyrouth Daily Star, le 17 novembre 1972.

Malgré l'embargo sur la fourniture d'armes françaises aux belligérants, promulgué par le Général de Gaulle au moment de la Guerre des six jours, la Libye finança, entre 1971 et 1973, plus d'un milliard de dollars d'armes livrées par l'URSS à l'Égypte. L'Algérie fournit des avions de combat et des blindés, la Tunisie expédia un ou deux milliers de soldats et le Maroc envoya trois brigades. Le Soudan, quant à lui, stationna 3.500 hommes dans le Sud de l'Égypte. L'aviation syrienne bénéficia de la logistique des unités de radar libanaises. Les Palestiniens bombardèrent les villages civils israéliens depuis le Liban et participèrent aux combats avec les Égyptiens et les Koweïtiens.

Le Ministre syrien de la défense, Mustafa Tlas, fit un discours devant l'Assemblée Nationale de son pays, en décembre 1973, au cours duquel il cita les faits d'armes « *extraordinaires d'un soldat originaire d'Alep qui a tué 28 soldats juifs à lui tout seul, les égorgeant comme des moutons. Tous ses camarades en armes assistèrent à son exploit. Il en massacra trois à la hache et les décapita... Il se battit en duel avec l'un d'entre eux et, jetant sa hache, réussit à lui briser le cou et à dévorer sa chair devant ses camarades. C'est un cas exceptionnel. Je vais lui remettre la médaille de la République. Je récompenserai de cette médaille tout soldat qui réussira à tuer 28 Juifs et je le couvrirai de gloire et d'honneurs pour sa bravoure.* »

La bonne nouvelle, pour M. Stambul, c'est que « La peur de l'anéantissement et l'instrumentalisation de l'extermination » n'ont vraiment pas besoin d'être entretenues par les Israéliens !

« On le comprendra, je ne crois pas à l'existence d'un « sionisme à visage humain », même si quelques refuzniks y croient encore et pensent que seule l'occupation salit la société israélienne. »

Un « sionisme à visage humain » serait une attitude d'équanimité pour M. Stambul qui trouverait normal que le peuple juif jouisse des mêmes droits que tous les autres peuples au monde, à commencer par son autodétermination. Mais ce n'est pas ce qu'il entend par cette expression. Il se réfère à un sionisme d'où le peuple juif serait exclu, un sionisme qui serait le retour à Sion de la dhimmitude et de la persécution des Juifs. Peut-être alors M. Stambul s'autoriserait-il à teinter légèrement l'expression de sa haine ontologique d'un peu de regret pour les *génocidés* ? En attendant, puisqu'il veut bien voir de l'humain dans le déni du sionisme, il prétend ignorer le camp de la paix en Israël, qui est constitué de sionistes (La Paix maintenant, Meretz, le Mouvement kibboutzique qui coopère avec des agriculteurs arabes palestiniens...)

« Le problème en Israël, ce n'est pas la droite, c'est la « gauche ». Je ne parle évidemment pas de la minorité anticolonialiste qui manifeste quotidiennement contre l'occupation mais de la gauche officielle qui gravite autour du Parti Travailleiste. Cette gauche a trempé dans tous les crimes commis contre la Palestine : C'est l'Irgoun de Begin qui a massacré les villageois de Deir Yassine en 1948 mais c'est la Hagana qui a achevé le travail en appliquant le plan Dalet (l'expulsion). »

Comme Sabra et Chatila, Deir Yassine est aux antisionistes ce que Victor Hugo est à la poésie : un symbole, un monument et un héros auquel on peut attribuer à peu près n'importe quelle citation. Menahem Begin, alors chef de l'Irgoun, raconta après Deir Yassine qu'on avait voulu salir son organisation « *en parlant des atrocités commises... Or, avant l'attaque, renonçant à l'avantage d'une surprise, nous avons prévenu la population avec des haut-parleurs, et beaucoup de femmes, d'enfants et de vieillards avaient effectivement quitté le village. (...) Nous avons d'ailleurs constamment enseigné à nos soldats le respect des lois de la guerre.* (21)».

Evidemment, il n'est pas question de croire sur parole un sioniste, a fortiori de droite, mais ce qu'il dit est confirmé par une brochure de propagande arabe dans laquelle on peut lire que « *le pacifique village de Deir Yassine, dans les faubourgs de Jérusalem, a été surpris par des haut-parleurs qui invitaient les habitants du village à l'évacuer immédiatement* (22)» et environ deux cents villageois allèrent se protéger en dehors du village et ne subirent aucun dommage.

Ainsi, remarque un historien français, l'Irgoun « se privait volontairement, pour des raisons d'humanité, de sa meilleure arme, la surprise. Deir Yassine a été surpris par des haut-parleurs, non par des rafales de mitrailleuse. (23)»

Par ailleurs, il est historiquement prouvé que, s'il y a bien eu des expulsions, celles-ci n'ont pas fait l'objet d'une

planification. Les causes de l'exode arabe sont multiples, on en a parlé plus haut. N'y voir qu'un plan délibéré d'Israël relève soit d'une singulière myopie soit d'un aveuglement dogmatique volontaire. Nous laisserons l'ophtalmologiste de M. Stambul établir le diagnostic...

« Si seuls, les militants juifs se sentent concernés [par l'antisémitisme], alors nous aurons tous perdus. Ces choses dites, nous devons en permanence dénoncer l'instrumentalisation de l'antisémitisme par les sionistes. Leur dénier le moindre droit de propriété sur un combat antiraciste qu'ils dévoient en permanence à des fins partisans. Dire que c'est la politique actuelle israélienne qui met les Juifs en danger. »

Si l'on comprend bien M. Stambul, l'antisémitisme existe mais il est beaucoup moins grave que son instrumentalisation par les sionistes. Les pancartes « Mort aux juifs » pendant les manifestations pro-palestiniennes ? Instrumentalisation ! Les attaques d'enfants juifs dans les écoles ? Ne méritent pas de combat antiraciste qui pourrait servir le sionisme ! Les synagogues incendiées ? Moins grave qu'une seule mosquée taguée ! Ce qui compte, si l'on veut faire avancer la paix, c'est « Dire que c'est la politique actuelle israélienne qui met les Juifs en danger. »

La meilleure preuve, c'est le « mur de l'apartheid » que ces immondes sionistes appellent « barrière de sécurité ». Il a fait tomber le chiffre des victimes civiles israéliennes d'attentat de 200 à zéro. Si ce n'est pas faire la preuve que la politique israélienne est la cause de l'antisémitisme, on se demande où on ira chercher cette preuve !

Rassurons-nous, avec l'objectivité qui caractérise l'homme honnête à la recherche de la paix, M. Stambul nous a établi un manuel d'utilisation : si c'est sioniste, c'est mauvais. Si c'est antisioniste, aussi saugrenu et éloigné de la réalité que ce soit, c'est à croire avec dévotion.

Le monde de M. Stambul est commodément divisé entre victimes vertueuses d'un côté et coupables immoraux de l'autre.

Pour lui, le judaïsme est dévoyé dans sa version sioniste, fondée sur une immoralité consciente et par nature illégitime. C'est un nationalisme étroit, xénophobe et totalitaire. L'antisionisme en revanche, qui consiste à refuser au seul peuple juif son émancipation nationale, est une attitude humaniste, généreuse et fraternelle.

A défaut d'éviter aux cinq millions de Juifs israéliens contemporains de subir le sort des six millions de leurs aînés européens, il permet à M. Stambul et à ses semblables l'exquise extase du masochisme et de l'auto-flagellation. On n'avait pas vu jouir autant depuis Jean Genêt à Chatila !

Une approche qui ne fait pas avancer d'un iota la paix.

Jean-Daniel Chevalier et Liliane Messika © Primo-Europe, 23 mars 2007

(16) Associated Press, 26 novembre 1956; New York World Telegram, 29 novembre 1956.

(17) David Kimche et Dan Bowly : Israël face aux Arabes - Hier Demain aujourd'hui- Editions Arthaud, 1968.

(18) 100.000 soldats égyptiens et 800 tanks sont massés dans le Sinaï. Les Saoudiens envoient 20.000 hommes près d'Eilat.

(19) Déjà dès 1966, après le coup d'Etat qui porta le Baas au pouvoir en Syrie, les attaques depuis la frontière syrienne atteignaient des sommets, entraînant des ripostes israéliennes et la même situation se produisait à la frontière jordanienne.

(20) « Le général de Gaulle est prêt à jeter Israël en pâture aux requins égyptiens » titre le *New-York Times* suite à la déclaration faite par le chef de l'Etat français : « La France n'est engagée à aucun titre ni sur aucun sujet avec aucun des Etats en cause. (...) L'Etat qui, le premier et où que ce soit, emploierait les armes n'aurait ni son approbation ni, à plus forte raison, son appui. Au cas où (...) une détente de fait se produirait, les problèmes posés (...) devraient être réglés au fond par décisions internationales. ». *Le Monde* conclut que seul l'Etat israélien serait menacé de ne plus recevoir les munitions et les pièces détachées nécessaires à une aviation qu'il doit regretter d'avoir voulue exclusivement française.

(21) Menachem Begin, « The Revolt », Nash Publishing, New York, 1977.

(22) « L'agression israélienne », récit sur Deir Yassine publié par la Ligue Arabe, page 10.

(23) *Miroir de l'histoire*, n° 286, Librairie Jules Tallandier, Paris 1973, page 274.